



Annexe

Compte financier

2019

***Etablissement Public à caractère Scientifique, Culturel
et Professionnel***

1 FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE

Avignon Université, lauréate de l'appel à projets du Programme d'Investissements d'Avenir (PIA) :

Au cours de l'année 2019, Avignon Université a été pour la 2ème année consécutive lauréate d'un appel à projets du PIA3.

Cette deuxième vague « Ecoles universitaires de recherche » (EUR 2) a pour ambition de permettre aux lauréats de renforcer l'impact et l'attractivité internationale de leur recherche et de leurs formations dans un ou plusieurs domaine(s) scientifique(s), par la création d'une ou plusieurs écoles universitaires de recherche qui rassembleront des formations de master et de doctorat ainsi qu'un ou plusieurs laboratoires de recherche de haut niveau. Cette deuxième vague s'adresse aux établissements qui ne sont pas membres d'une initiative d'excellence labellisée IdEx ou ISITE.

L'EUR **IMPLANTEUS** développée en partenariat avec l'INRA sera conçue pour relever le défi de la production végétale de qualité en Méditerranée à forte valeur nutritionnelle, dans un contexte de changement climatique global.

A compter de l'année 2020, cette réussite générera une dotation décennale de **5 millions d'euros**.

Contribution vie étudiante et vie de campus (CVEC) :

L'article L841-5 de la loi du 8 mars 2018 relative à l'orientation et à la réussite des étudiants a créé une contribution destinée à favoriser l'accueil et l'accompagnement social, sanitaire, culturel et sportif des étudiants et à conforter les actions de prévention et d'éducation à la santé réalisées à leur intention.

Conformément aux circulaires DGFIP/MESRI du 5 décembre 2018 et du 16 janvier 2020, la CVEC enregistrée au cours de l'exercice 2019 correspond au versement de la totalité du produit de l'année universitaire 2018-2019 auquel s'ajoute un premier versement de 50% du montant de l'année universitaire 2019-2020 calculé sur la base des étudiants inscrits en formation initiale au 15 octobre 2019.

Le Conseil d'administration d'Avignon Université en séance du 21 mai 2019 a approuvé la création d'une commission CVEC. Cette commission a pour mission l'élaboration de la programmation annuelle des actions qui seront financées au titre de la CVEC, la sélection des projets ainsi que la réalisation d'un bilan des actions conduites l'année précédente.

La programmation des actions financées par la CVEC, les projets et le bilan précité sont votés chaque année par le Conseil d'Administration après consultation de la Commission de la Formation et de la Vie Universitaire (CFVU), et transmis au recteur de l'académie d'Aix-Marseille.

Au total, le produit de la CVEC comptabilisé sur l'exercice 2019 s'élève en 2019 à **523 k€** dont 399 k€ au titre de l'année universitaire 2018-2019 et **124 k€** au titre de l'année universitaire 2019-2020.

2 PRINCIPES, RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les présents comptes sont établis en application du “*recueil des normes comptables pour les établissements publics*” et de l’*instruction comptable commune*”, applicables aux établissements publics.

Ils ont été arrêtés (Article R719-101 du code de l'éducation) “*conjointement par l'ordonnateur et l'agent comptable*” à la date du 26 février 2019.

2.1 Principes et méthodes d'évaluation

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

2.2 Comparabilité des comptes

Les comptes sont conformes aux règles et procédures en vigueur susvisées.

Ils sont établis selon des méthodes permanentes dans le but d'assurer leur comparabilité, à la fois avec les états financiers d'entités différentes ainsi qu'avec les états financiers de notre entité dans le temps.

L'annexe présente les changements de méthodes comptables, d'estimation et les corrections d'erreurs ayant eu lieu au cours de l'exercice sans reproduire (sans répéter) les informations/explications fournies dans les états financiers des exercices antérieurs.

a) Changement de méthodes comptables

a. Modalités de comptabilisation des droits d'inscription

Dans une note n° 2019/05/5733 en date du 3 juillet 2019, la Direction générale des finances publiques considère comme non conforme au principe des droits constatés la comptabilisation selon la règle du *pro rata temporis* des flux financiers perçus en N au titre des droits d'inscription aux formations de l'année universitaire N/N+1.

Le droit doit être considéré comme acquis pour l'établissement lors de l'inscription de l'étudiant. Dès lors, le droit d'inscription s'apparente à un droit d'entrée sans contrepartie d'une prestation de services rendus.

En conséquence, les comptes de résultat de l'établissement d'enseignement supérieur doivent constater le produit intégral lié à l'inscription sur l'exercice au cours duquel le droit est constaté.

Aucun produit constaté d'avance (PCA) ne doit plus être comptabilisé en clôture de l'exercice N.

Cette clarification des modalités de comptabilisation s'applique dans les comptes 2019 et constitue un changement de méthodes comptables ayant pour conséquence l'extourne du Produit Constaté d'Avance comptabilisé au 31/12/2018 par le crédit du compte de Report à nouveau pour **453 k€** sur l'exercice 2019.

Au titre de l'information *pro forma* rétrospective, les états financiers de l'exercice 2018 (comptes de résultats et bilans) sont retraités pour tenir compte de la nouvelle méthode comptable et permettre ainsi les comparaisons entre les comptes 2018 et 2019.

b) Changement d'estimations comptables

Néant.

c) Corrections d'erreurs

Néant.

3 NOTES RELATIVES AUX POSTES DE BILAN

3.1 *Actif immobilisé*

Par catégorie d'immobilisation vous trouverez ci-après les informations relatives aux :

- ✓ Modes et méthodes d'évaluation appliqués à la date de comptabilisation initiale et à la date de clôture :
- ✓ Méthodes ou conventions d'évaluation utilisées pour déterminer la valeur brute comptable des immobilisations :
- ✓ Amortissements (modes d'amortissement, taux d'amortissements et durées d'amortissements utilisés) :

Rubriques et postes (en euros)	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations		Diminutions		Valeur brut à la fin de l'exercice
		Par virement de poste à poste	Acquisitions / Mises à disposition / Transferts	Par virement de poste à poste	Cessions / Mises au rebut	
Immobilisations incorporelles	495 751	-	131 190	-	- 4 527	622 414
Frais d'établissement	-	-	-	-	-	-
Frais de recherche et développement	-	-	-	-	-	-
Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	405 781	-	117 590	-	- 4 527	518 844
Droit au bail	-	-	-	-	-	-
Fonds commercial	-	-	-	-	-	-
Autres immobilisations incorporelles	89 970	-	13 600	-	-	103 570
Immobilisations corporelles	69 559 536	-	1 368 106,58	-	- 131 230	70 796 413
Terrains	8 095 886	-	-	-	-	8 095 886
Constructions	47 811 307	-	207 853	-	-	48 019 160
Installations techniques, matériels, et outillage	6 787 528	-	388 926	-	- 15 739	7 160 716
Collections	2 528	-	-	-	- 1 125	1 403
Biens historiques et culturels (dont dépenses ultérieures)	1	-	-	-	-	1
Autres immobilisations corporelles	6 862 287	-	771 327	-	- 114 366	7 519 248
Immobilisations mises en concession	-	-	-	-	-	-
Immobilisations corporelles en cours	56 964	-	92 993	-	-	149 956
Immobilisations grevées de droits	-	-	-	-	-	-
Immobilisations corporelles (Biens vivants)	-	-	-	-	-	-
Immobilisations financières	202 153	-	223 010	-	- 10 844	414 319

a) *Immobilisations incorporelles*

- Les immobilisations incorporelles sont composées essentiellement de logiciels. Elles sont valorisées à leur coût d'acquisition y compris les frais liés à leur mise en service. Les logiciels à usage interne créés sont évalués à leur coût de production.
- Les autres concessions et droits similaires correspondent principalement à des droits d'exploitation de brevets.
- Les immobilisations incorporelles d'une valeur unitaire inférieure à **800 € HT** sont comptabilisées en charge.

b) *Immobilisations corporelles*

- Les acquisitions dont la valeur unitaire est inférieure à **800 € HT** sont comptabilisées en charge.
- Le parc immobilier des biens remis en dotation par l'Etat et contrôlés par l'Université d'Avignon, a été intégré à l'actif de l'Université d'Avignon. La valorisation de ces biens a été estimée à partir des évaluations France Domaine, à l'exception :
 - o Du Bâtiment Jean-Henri Fabre, inscrit pour sa valeur historique, soit le coût des travaux engagés pour sa mise en service et dont la prise en charge des dépenses a été confiée à l'Université d'Avignon et au Rectorat d'Aix-Marseille.
 - o Du Terrain sur lequel le bâtiment Jean-Henri Fabre a été construit, acheté par l'Etat pour 1 € symbolique mais inscrit pour son évaluation par le conservateur des hypothèques, soit 798 K€.
 - o La partie classée du bâtiment Nord du Site universitaire Hannah Arendt comptabilisée à l'euro symbolique.
- Les autres immobilisations corporelles (dont le parc immobilier des biens propres) sont évaluées à leur coût d'acquisition (y compris les frais accessoires).

*Bâtiments affectés par l'Etat **

SITES	Bâtiments	Terrains
CAMPUS AGROSCIENCES *	2 229 514	1 193 443
HANNAH ARENDT PARTIE CLASSEE *	1	3 263 529
CAMPUS HANNAH ARENDT *	9 790 588	
CAMPUS JEAN HENRI FABRE	15 752 933	798 000
CENTRE D'ENSEIGNEMENT ET DE RECHERCHE EN INFORMATIQUE *	2 591 536	457 329
CHABRAN CHAUFFERIE *	22 598	486 915
CHABRAN FORMATION CONTINUE *	2 727 178	
INSTITUT UNIVERSITAIRE DE TECHNOLOGIE *	3 241 104	571 959
LABORATOIRE DE MATHEMATIQUES	1 749 083	-
MAISON DES ETUDIANTS (SITE HANNAH ARENDT) *	283 080	49 955
PASTEUR BATIMENT A *	3 513 182	678 600
PASTEUR BATIMENT B *	174 199	
PASTEUR BATIMENT C *	285 310	
PASTEUR BATIMENT D *	342 749	
PASTEUR BATIMENT TECHNIQUE *	110 000	
PASTEUR SERRE *	101 606	
POLE SPORTIF *	1 060 480	589 000

✓ *Acquisitions significatives de l'exercice 2019 :*

- Serveur NAS (coût total : **150 k€**)

✓ *Spécificités liées aux biens historiques et culturels (BHC)*

L'Université d'Avignon contrôle le Site universitaire Hannah Arendt, dont la partie classée du bâtiment Nord est un bien historique et culturel comptabilisé à l'**euro** symbolique

c) *Immobilisations financières*

- Les titres de participation sont évalués à leur coût d'acquisition hors frais accessoires.
- Une provision pour dépréciation est enregistrée à la clôture de l'exercice lorsque la valeur actuelle des titres de participation est inférieure à leur valeur nette comptable.

✓ *Spécificités liées aux filiales et participations*

Filiales et participations

Informations Financières Filiales et participations	Niveau de contrôle (quote-part détenue)	Apports de fonds effectués (en euros)	Observations
A. Renseignements concernant les filiales			
1. Filiales françaises			
2. Filiales étrangères			
B. Renseignements concernant les participations			
1. Participations dans des entités françaises SAS PACAVALO - SIREN 4876294920	14,81%	13 330	Provisionné à 100%
2. Participations dans des entités françaises SAS SATT PACA CORSE (SATT SUD EST) SIREN 539768085	2,20%	396 000	Provisionné à 94% Capitaux propres au 31/12/2019 : - 4 190 k€ Résultat 2019 (perte) : - 4 901 k€
3. Participations dans des entités françaises SAS LKSPATIALIST - SIREN 811794015	8,06%	3 750	Capitaux propres au 30/06/2019 : + 45 k€ Résultat 30/06/2019 (perte) : - 548 k€
4. Participations dans des entités françaises UV-BOOSTING - SIREN 824904569	5,00%	980	Capitaux propres au 31/12/2017 : + 241 k€ Résultat 2017 (perte) : - 58 k€

Recapitalisation de la société d'accélération du transfert de technologie (SATT) Sud-est

Comme en 2015, Avignon Université - qui détient 2,2% du capital de la SATT Sud-est – a participé en 2019 à l'augmentation de capital de cette société à hauteur de **220 000 euros** qui ont été versés en son nom et pour son compte par l'ANR.

Cette augmentation de capital n'a pas modifié la répartition du capital entre actionnaires et a été suivie d'une réduction de capital.

Par application du principe de prudence, l'intégralité des titres de la SATT ont fait l'objet d'une provision.

d) Amortissements et dépréciations de l'actif immobilisé

Les dotations aux amortissements et les dépréciations sont présentées dans les rubriques auxquelles elles se rapportent selon qu'elles revêtent un caractère de fonctionnement, d'intervention ou financier. Selon le même principe, les reprises d'amortissements, de provisions et de dépréciations sont présentées en produits de fonctionnement ou en produits financiers.

Amortissements

- ✓ Modes d'amortissement utilisés : Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilisation envisagée.

Taux d'amortissement ainsi que durées d'amortissement utilisées :

Immobilisations	Durées d'amortissement
Immobilisations incorporelles	5 ans
Matériel scientifique et industriel	8 ans
Collection de documentation	8 ans
Matériel de transport	8 ans
Matériel informatique et bureautique	5 ans
Matériel pédagogique	8 ans
Mobilier de bureau	8 ans
Matériel divers	8 ans

A noter que ces investissements peuvent faire l'objet de l'attribution de subventions d'investissement inscrites au passif du bilan et reprises au rythme des amortissements des biens financés (en fonction de la réglementation en vigueur).

Conformément à l'instruction n°06-007-M9 du 23 janvier 2006, l'université a mis en place la comptabilisation et l'amortissement des actifs par composants. Ainsi, les biens existants constitutifs du parc immobilier ont été ventilés suivant la répartition ci-après.

Parc immobilier (intégration par composants)	Durées d'amortissement
Gros œuvres	30 ans
Menuiseries extérieures	20 ans
Toiture étanchéité	20 ans
Fluides (Chauffage climatisation ...)	20 ans
Aménagements intérieurs	20 ans

Le financement par l'État (ou par un autre tiers), figurant au passif et rattaché à un actif d'un établissement public, doivent évoluer symétriquement à l'actif qu'il finance. Ainsi, pour un actif amortissable, la reprise du financement en compte de résultat est effectuée sur la même durée et au même rythme que l'amortissement de l'actif financé.

Tableau des amortissements

Rubriques et postes (en euros)	Cumulés au début de l'exercice	Augmentations (dotations de l'exercice)	Diminutions (amortissements afférents aux éléments de l'actif sortis)	Cumulés à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	364 506	81 635	- 4 527	441 614
Frais d'établissement	-	-	-	-
Frais de recherche et développement	-	-	-	-
Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	310 111	62 672	- 4 527	368 256
Droit au bail	-	-	-	-
Fonds commercial	-	-	-	-
Autres immobilisations incorporelles	54 395	18 963	-	73 358
Immobilisations corporelles	22 392 493	2 963 407	- 130 842	25 225 058
Terrains	403	716	-	1 119
Constructions	12 341 556	2 086 386	-	14 427 942
Installations techniques, matériels, et outillage	4 815 140	408 658	- 15 739	5 208 059
Collections	1 054	71	- 1 125	-
Dépenses ultérieures sur biens historiques et culturels	-	-	-	-
Autres immobilisations corporelles	5 234 339	467 577	- 113 979	5 587 937
Immobilisations mises en concession	-	-	-	-
Immobilisations corporelles en cours	-	-	-	-
Immobilisations grevées de droits	-	-	-	-

Dépréciations

Les seules provisions pour dépréciations de l'actif immobilisé concernent les immobilisations financières (cf. tableau §3.5)

3.2 Stocks et en-cours

Néant

3.3 Créances

- Les méthodes d'évaluation des créances (lors de leur comptabilisation initiale et à la clôture) sont : Les créances sont inscrites en comptabilité à leur valeur nominale. Sans diligence de la part de l'agence comptable, elles sont éteintes au bout de 5 ans pour les personnes de droit privé (personnes morales ou physiques) et 4 ans pour les personnes de droit public. Les provisions pour dépréciation des créances sont déterminées en fonction du risque d'irrecouvrabilité.
- En 2019 , Les décisions d'apurement de créances par la procédure d'admission en non valeur et de remises gracieuses représentent **25 692,84 €**

Un tableau des dépréciations de l'actif par grandes natures d'actif figure **au §3.5.**

Sont inscrits sous cette rubrique, les montants suivants : les droits d'inscription des étudiants dus, les droits de formation continue ou à distance non recouverts, et de manière générale, toute créance client restant à recouvrer

Rubriques et postes (en euros)	Montant	Degré de liquidité de l'actif	
		Échéance à 1 an au plus	Échéance à plus d'1 an
Créances de l'actif immobilisé	259	259	-
Créances rattachées à des participations	-	-	-
Prêts	219	219	-
Autres créances immobilisées	40	40	-
Créances de l'actif circulant	2 753 146	2 753 146	-
Créances sur des entités publiques (État, autres entités publiques) des organismes internationaux et la Commission européenne	1 327 334	1 327 334	-
Créances clients et comptes rattachés	1 282 263	1 282 263	-
Créances sur les redevables (produits de la fiscalité affectée)	-	-	-
Avances et acomptes versés sur commandes	-	-	-
Créances correspondant à des opérations pour comptes de tiers (dispositifs d'intervention)	-	-	-
Créances sur les autres débiteurs	49 639	49 639	-
Charges constatées d'avance (dont primes de remboursement des emprunts)	93 909	93 909	-
TOTAUX	2 753 404	2 753 404	-

3.4 Valeurs mobilières de placement et disponibilités

Néant.

3.5 Dépréciations (de l'actif)**Tableau des dépréciations**

Rubriques et postes (en euros)	Solde à l'ouverture de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Solde à la clôture de l'exercice
Dépréciations des immobilisations financières	167 330	220 000	-	387 330
Dépréciations des stocks en-cours	-	-	-	-
Dépréciations des comptes de tiers	61 818	11 383	- 45 841	27 360
Dépréciations des comptes financiers	-	-	-	-
Total des dépréciations	229 148	231 383	- 45 841	414 690

3.6 Fonds propres

(En euros)	Sociétés	31/12/2018	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions	Changement de méthode	31/12/2019
Financements de l'actif par l'état	AU	31 741 109		262 368	- 1 707 853	-	30 295 624
Financements de l'actif par des tiers	AU	10 553 753		281 097	- 594 832	-	10 240 018
Dotations pérennes	Fondation	250 000			-	-	250 000
dotations consommables	Fondation	50 000			- 50 000	-	-
Total fonds propres des Fondations		300 000	-	-	- 50 000	-	250 000
Réserves	AU	6 854 593	-	-	-	-	6 854 593
Report à nouveau	AU	4 777 288		1 618 955	-	452 991	6 849 234
Report à nouveau	Fondation	203 866		32 990	-	-	236 856
Total Report à nouveau		4 981 154	-	1 651 945	-	452 991	7 086 090
Résultat de l'exercice 2018	AU	1 618 955	- 1 618 955				
Résultat de l'exercice 2018	Fondation	32 990	- 32 990				
Résultat de l'exercice 2019	AU			2 501 132	-		2 501 132
Résultat de l'exercice 2019	Fondation			-	- 111 030		- 111 030
Total Résultat de l'exercice		1 651 945	- 1 651 945	2 501 132	- 111 030	-	2 390 102
TOTAL DES FONDS PROPRES		56 082 555	- 1 651 945	4 696 541	- 2 463 715	452 991	57 116 427

Le résultat excédentaire de l'exercice clos le 31 décembre 2018, soit **+ 1 651 945 €** (dont le résultat excédentaire de **32 989,55 €** relatif à la fondation universitaire) a été affecté en report à nouveau conformément à la décision du Conseil d'administration du 12 mars 2019.

3.6.1 Financements reçus

Les caractéristiques des principaux financements de nos actifs dont notre établissement a bénéficié dans l'exercice ainsi que celles des principaux financements en cours sont les suivantes :

TABLEAU DES FINANCEMENTS DE L'ACTIF

Rubriques et postes (en euros)	Cumul au début de l'exercice	Augmentations		Diminutions			Cumul à la fin de l'exercice
		Financements reçus	Financements reconstitués suite à reprise de la dépréciation de l'actif financé	Reprise suite à l'amortissement de l'actif financé	Reprise suite à la dépréciation de l'actif financé	Reprise suite à la cession ou mise au rebut de l'actif financé	
Financements de l'actif par l'état	31 741 109	262 368	-	- 1 487 853	- 220 000	-	30 295 624
Financements non rattachés à un actif	-	-	-	-	-	-	-
- Financements rattachés à un actif :	27 990 065	-	-	- 1 225 800	-	-	26 764 265
- Contrepartie et financement des actifs mis à disposition des établissements	27 990 065	-	-	- 1 225 800	-	-	26 764 265
- Contrepartie et financement des actifs remis en pleine propriété	-	-	-	-	-	-	-
- Financement des autres actifs :	3 751 044	262 368	-	- 262 053	- 220 000	-	3 531 359
o État	3 717 498	262 368	-	- 254 951	- 220 000	-	3 556 519
o Agence nationale de la recherche (ANR) - IA	13 185	-	-	- 4 437	-	-	8 747
o Autres	20 361	-	-	- 2 665	-	-	17 696
Financements de l'actif par des tiers autres que l'état	10 553 753	281 097	-	- 588 522	-	- 6 310	10 240 018
Financements non rattachés à un actif	-	-	-	-	-	-	-
- Régions	-	-	-	-	-	-	-
- Départements	-	-	-	-	-	-	-
- Communes et groupements de communes	-	-	-	-	-	-	-
- Autres collectivités et établissements publics	-	-	-	-	-	-	-
- Union Européenne	-	-	-	-	-	-	-
- Autres organismes	-	-	-	-	-	-	-
- Autres	-	-	-	-	-	-	-
Financements rattachés à un actif	10 553 753	281 097	-	- 588 522	-	- 6 310	10 240 018
- Régions	5 616 921	149 276	-	- 320 564	-	- 1 375	5 444 258
- Départements	3 618 281	-	-	- 168 252	-	-	3 450 030
- Communes et groupements de communes	-	-	-	-	-	-	-
- Autres collectivités et établissements publics	454 405	-	-	- 25 268	-	- 1 374	427 763
- Union Européenne	750 870	-	-	- 20 628	-	-	730 242
- Autres organismes	86 128	-	-	- 32 045	-	- 3 561	50 522
- Autres	27 147	131 821	-	- 21 765	-	-	137 203
TOTAUX	42 294 862	543 465	-	- 2 076 375	- 220 000	- 6 310	40 535 642

3.7 Provisions

Une provision est comptabilisée pour les risques et charges nettement précisés quant à leur objet et dont l'échéance ou le montant ne peuvent être fixés de façon précise dès lors que cumulativement :

- L'établissement a une obligation à l'égard d'un tiers,
- Il est probable ou certain que cette obligation provoquera une sortie de ressources au bénéfice du tiers sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci,
- L'estimation de l'obligation est suffisamment fiable.

Tableau des provisions

Rubriques et postes (en euros)	Solde à l'ouverture de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice
			Provision utilisée	Provision non utilisée	
Provisions réglementées	-	-	-	-	-
Provisions pour risques	128 596	27 906	-	- 98 604	57 898
Provisions pour litiges	128 596	27 906		- 98 604	57 898
Provisions pour garanties données aux clients					-
Provisions pour pertes sur marchés à terme					-
Provisions pour amendes et pénalités					-
Provisions pour pertes de change					-
Provisions pour pertes sur contrat					-
Provisions pour risque d'emploi					-
Autres provisions pour risques :					-
Provisions pour charges	-	-	-	-	-
Total des provisions	128 596	27 906	-	- 98 604	57 898

3.8 Dettes**Tableau des dettes**

Rubriques et postes (en euros)	Montant	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéance à 1 an au plus	Échéance à plus d'1 an et 5 ans au plus	Échéance à plus de 5 ans
Dettes financières	-	-	-	-
Emprunts obligataires	-	-	-	-
Emprunts souscrits auprès des établissements financiers	-	-	-	-
Dettes financières et autres emprunts	-	-	-	-
Dettes non financières	6 289 170	6 289 170	-	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	779 645	779 645	-	-
Dettes fiscales et sociales	2 181 815	2 181 815	-	-
Avances et acomptes reçus	2 877 998	2 877 998	-	-
Dettes correspondant à des opérations pour comptes de tiers (dispositifs d'intervention)	98 280	98 280	-	-
Autres dettes non financières	54 958	54 958	-	-
Produits constatés d'avance	296 475	296 475	-	-
TOTAUX	6 289 170	6 289 170	-	-

Le poste avances et acomptes reçus concerne principalement les avances sur subventions pour les conventions suivies selon la méthode de l'avancement.

3.9 *Autres informations concernant le bilan : Charges à payer, charges constatées d'avance, produits à recevoir, produits constatés d'avance.*

Ce mécanisme comptable a pour but d'assurer le respect du principe d'indépendance des exercices. Il permet d'intégrer dans le résultat de fonctionnement toutes les charges et les produits qui s'y rapportent.

Les charges à payer

Type de charges à payer (en euros)	Montant 31/12/2019	Montant 31/12/2018
Fournisseurs et comptes rattachés :	750 969	457 573
Fournisseurs - factures non parvenues	750 969	457 573
Personnel et organismes sociaux :	2 139 219	2 282 242
Congés payés	313 462	403 464
Charges sociales sur CP	208 621	284 408
Heures complémentaires + CET et autres rémunérations	1 240 594	1 432 644
Charges sociales sur heures complémentaires + CET et autres rémunérations	376 541	161 726
TOTAL	2 890 188	2 739 815

- Notes relatives à l'évaluation des charges à payer de personnel :

- ✓ congés payés :

La provision pour congés payés est calculée à partir des jours de congés payés acquis à la clôture de l'exercice mais non consommés, valorisés sur la base de la rémunération du dernier salaire chargé connu des agents (coût moyen journalier établi à partir de la paie de l'exercice), à l'exception des enseignants et des enseignants chercheurs.

Les droits à congés des enseignants et des enseignants chercheurs ne font pas l'objet d'un suivi particulier compte tenu de leur statut. Aucune évaluation fiable du montant de l'obligation au titre des droits à congés ne pouvant donc être réalisée, il n'a pas été comptabilisé de provision pour congés à payer pour les enseignants et enseignants chercheurs à la clôture de l'exercice.

- ✓ Compte-épargne temps :

Conformément à l'arrêté du 28 novembre 2018, le nombre de jours déposés sur un CET doit désormais être supérieur à 15 (antérieurement 20) pour être valorisés par le barème journalier d'une indemnisation.

Le nombre de jours inférieurs à 15 a été valorisé par le coût moyen journalier chargé, par catégorie.

Les charges constatées d'avance sont utilisées en comptabilité pour neutraliser l'impact sur le résultat des charges qui ont été comptabilisées au titre d'une période mais qui concernent une période suivante. Les charges constatées d'avance sont principalement relatives à des abonnements et des ouvrages. En 2019, ces CCA représentent **94 k€**.

Les produits à recevoir

Clients - Factures à établir (compte 4181) (en euros)	31/12/2019	31/12/2018
Formation continue - SFTLV	192 878	108 305
Formation continue - CERI	21 320	45 137
Formation continue - IUT	93 749	123 295
Divers (ex : dons Fondation,...)	-	-
TOTAL Clients - Factures à établir (compte 4181)	307 946	276 737
Subventions d'investissements à recevoir (compte 44871)	392 710	245 447
Subventions de fonctionnement à recevoir (compte 44877)	518 476	283 807
TOTAL - Produits à recevoir	1 219 132	805 991

Les produits constatés d'avance sont des produits qui sont reportés sur l'exercice suivant. Ils sont essentiellement constitués de droits d'inscription, de recettes de formation continue .

PCA - Détail (compte 487*)	Montant (en euros) 31/12/2019	Montant (en euros) 31/12/2018	31/12/2018 pro- forma
Formation continue	106 840	403 056	403 056
Droits d'inscriptions	0	452 991	0
Prestations Rech.	128 670	0	0
PCA MDI + SUAPS	60 965	52 822	52 822
TOTAL	296 475	908 869	455 878

La diminution des produits constatés d'avance concernant la formation continue s'explique par le changement de comptabilisation de la subvention versée par le Conseil régional au profit du service de formation tout au long de la vie. A compter de l'exercice 2019, la proratisation de cette subvention (**160 k€**) s'enregistre désormais sur le compte 4419 (avances sur financements et subventions) en remplacement du compte 487 (produits constatés d'avance).

La forte variation des droits d'inscription entre l'exercice 2018 et 2019 s'explique par la fin de la proratisation des droits d'inscription en 2019 cf. explication § 2.a

Le produit constaté d'avance de **129 k€** enregistré en 2019 concerne une prestation de recherche.

4

NOTES RELATIVES AUX POSTES DU COMPTE DE RESULTAT

Les charges et produits sont enregistrés suivant les principes comptables généralement admis.

En particulier :

- la rémunération des heures de cours complémentaires fait l'objet d'une estimation à la clôture de l'exercice basée sur le nombre d'heures de cours déjà réalisées.

Les recettes sont généralement constatées :

- lors de la signature de la convention pour la formation continue au prorata de l'année,
- à l'avancement de la formation pour l'apprentissage,
- la subvention de fonctionnement de l'Etat est attribuée pour l'année civile,
- Pour rappel : cas spécifique des recettes liées à des opérations pluriannuelles

- ✓ Les opérations pluriannuelles sont des opérations dont l'exécution s'étend sur au moins deux périodes comptables ou exercices. Deux catégories d'opérations pluriannuelles coexistent : les opérations sans contrepartie directe (subvention reçue par l'organisme) et les opérations avec contrepartie directe (contrat à long terme).
- ✓ Contrepartie directe :
Une contrepartie directe s'entend comme la production d'un livrable portant sur la construction ou la réalisation d'un bien, d'un service ou d'un ensemble de biens ou services par l'organisme au bénéfice du financeur.
- ✓ Subventions :
Les subventions sont des produits de l'organisme dont le financeur n'attend pas de contrepartie directe d'une valeur équivalente. Elles peuvent servir à financer de l'investissement ou le fonctionnement de l'organisme.
Deux catégories de subvention coexistent :
 - la subvention accordée sans condition, le droit du bénéficiaire est acquis dès la date de notification de la subvention ;
 - la subvention accordée sous conditions, le droit du bénéficiaire est acquis lorsque les conditions sont réalisées.

Les subventions sont comptabilisées lors de l'acquisition du droit.

- ✓ Contrats à long terme :
Les contrats à long terme sont des opérations qui s'inscrivent dans le cadre de projets uniques ayant fait l'objet d'une négociation spécifique. Ces opérations comprennent toujours une contrepartie directe d'une valeur équivalente au financement reçu. Les recettes sont enregistrées à la clôture de l'exercice à hauteur des dépenses de fonctionnement et de personnel réalisées.

Le produits relatifs aux contrats à long-terme, en l'absence d'évaluation fiable du résultat à terminaison, sont comptabilisés à hauteur des charges de l'exercice.

Les produits des autres opérations pluriannuelles sont comptabilisés au prorata temporis sur la durée d'exécution des opérations.

Résultat d'exploitation (Ventilation par nature du montant total des recettes et des dépenses)

En k€	2019	2018	2018 pro-forma
Droits d'inscription	1 381	787	792
Prestations de recherche	770	446	446
Formation continue	1 742	1 684	1 684
Autres prestations de service	878	736	736
Subventions de fonctionnement État	50 063	49 549	49 549
Autres subventions	2 954	2 182	2 182
Taxe d'apprentissage	203	190	190
Quote-part de dotation consommable virée au résultat (fondation)	50	150	150
Autres produits d'exploitation	124	101	101
Taxes affectées (CVEC)	523	0	0
Reprise des subventions et de provisions	2 203	2 176	2 176
Recettes d'exploitation	60 892	58 001	58 006
Achats	1 737	1 802	1 802
Charges externes	5 055	4 769	4 769
Impôts, taxes et virements assimilés	615	591	591
Frais de personnel et charges sociales	46 471	45 374	45 374
Dotations aux amortissements et provisions	3 085	3 032	3 032
Autres charges	1 247	600	600
Charges d'exploitation	58 209	56 168	56 168
Charges d'intervention	290	231	231
Résultat d'exploitation	2 392	1 602	1 607

La forte augmentation des droits d'inscription constatée entre 2018 et 2019 est la traduction comptable de l'application des nouveaux tarifs différenciés pour les étudiants extra-communautaires (cf. arrêté du 19 avril 2019 relatif aux droits d'inscription dans les EPSCP).

A compter de l'année universitaire 2019/2020, les étudiants extra-communautaires doivent s'acquitter de droits d'inscription qui s'élèvent pour le premier cycle à **2 770 euros** et **3 770 euros** pour des diplômes de deuxième cycle (contre respectivement **170** et **243 euros** pour des étudiants nationaux et assimilés).

En mai 2019, l'Université d'Avignon a mis en œuvre une politique d'exonération (avis favorable du Conseil académique du 2 mai 2019 suivi d'une approbation du Conseil d'administration en séance du 21 mai 2019) ramenant les droits majorés applicables aux étudiant.e.s assujetti.e.s dont elle a accepté l'inscription au taux des droits appliqués aux nationaux et assimilés.

Par conséquent, cette hausse du produit des droits d'inscription doit s'analyser concomitamment à l'augmentation des « autres charges » qui retrace en comptabilité la politique d'exonération de l'établissement susmentionnée. L'évaluation de l'impact des exonérations est ainsi comptabilisé en produits de droits d'inscription et en autres charges pour le même montant, soit **576 k€**.

Résultat financier

En k€	2019	2018	variation 2019/2018
			en k€
Produits des valeurs mobilières de placement	0	0	0
Quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs	0	0	0
Reprise pour dépréciation des immobilisations financières	220	0	-220
Autres produits financiers	0	53	-52
Total produits financiers	220	53	168
Dotation pour dépréciation des immobilisations financières	220	0	220
Charges financières diverses	2	3	-123
Total charges financières	222	3	220
Résultat Financier	-2	50	-52

5 AUTRES INFORMATIONS

Cette partie regroupe généralement les informations (significatives) ne concernant pas un poste précis des états financiers.

5.1 *Événements postérieurs à la clôture*

Néant

5.2 *Bail emphytéotique*

Dans le cadre du projet CPER 3A et du projet de transfert du laboratoire de Pharm-Ecologie Cardiovasculaire (LaPEC) sur le site de l'INRA, l'INRA met à disposition pour effet de le rénover dans le cadre d'un bail emphytéotique un bâtiment, localisé à Avignon-Montfavet (site Agroparc).

Le bail est consenti et accepté pour une durée de soixante-dix années entières et consécutives à compter de la date de signature (6 février 2019) du présent bail emphytéotique par les parties. Le bail est consenti et accepté moyennant une redevance annuelle fixée à **4 837,50 euros HT** (soit **338 625 euros HT** sur 70 ans). Ce montant sera actualisé chaque année, à la date anniversaire de prise d'effet du bail.

Le traitement comptable retenu pour le traitement de ce bail emphytéotique est celui applicable aux contrats de location, avec la constatation en charge des échéances contractuelles.

A ce titre, **5 805 euros TTC** de charges ont été comptabilisées sur l'exercice 2019.

5.3 *Engagements hors bilan*

Engagements donnés

A la SATT PACA CORSE S.A.S. (« SATT Sud Est ») :

Dans le cadre de la contractualisation avec l'ANR, l'Université d'Avignon s'est engagée à confier à la SATT l'exclusivité de la valorisation des résultats de certaines unités de recherche.

Engagements reçus :

Garanties à 1ère demande : Entreprise SA MARIANI (**40 k€**)

Autres engagements financiers significatifs :

Tableau des autorisations d'engagements significatives n'ayant pas donné lieu, en 2019, à certification du service fait par l'ordonnateur.

Fourn./Div. fourn.	Désignation	Reste à livrer
470 CEGAPE	ACQUISITION LOGICIEL WINPAIE RH	77 510,00
4248 TECHNIQUES INDUSTRIELLES APPLIQUEES	Unité MF-UF-NF-OI mixte manuelle	55 840,00
5099 ACTIVE PROLEARN SAS	18003: MISE EN SERVICE D'UN TABLEAU DE B	52 000,00
5220 AVANT PROPOS ARCHITECTES	18001 : MOE LAPEC	38 883,50
2518 GIP RENATER	COMPTES PARTAGE ANNEE 2020	37 500,00
300 UNIVERSITE AIX MARSEILLE	PREVISION participation 2019/POLE PETREL	28 164,00
5533 VIATITUDE	ROUTEUR PARE FEU	27 820,00
891 UCPA SPORT VACANCES	STAGE UCPA	25 805,25
229 OTIS	OP REMPLACEMENT GROUPE TRACTION ASCENSEUR	24 996,85
635 WATERS SAS	Service de Maintenance	23 380,00
334 GFI PROGICIELS	MAINTENANCE 2020	23 333,33
4787 SAS HIMMOG	17011: MISSION D'ASSISTANCE GENERALE A M	22 712,50
4886 SEMM LOGGING	DIAGNOSTICS	21 732,70
3773 SYAGE	MAINTENANCE RARE JUSQU'AU 31/03/2020	21 104,77
1615 KPMG S.A.	CERTIFICATION LEGALES DES COMPTES 2021	15 950,00
1615 KPMG S.A.	CERTIFICATION LEGALES DES COMPTES 2022	15 950,00
319 VAUCLUSE JARDINS	SECURISATION SITE + ACCES VEHICULE URGENT	13 553,65
5233 D4 AVOCATS ASSOCIES	Assistance juridique SUPRAMUROS	12 000,00
847 A.R.C. & TYPES	MAITRISE D'OEUVRE/CREATION DE ZONE SECURE	11 343,06
4999 INEO PROVENCE & COTE D'AZUR SNC	MISE EN CONFORMITE ELECTRIQUE - BTN	11 238,18
227 MARIANI-PALERMINI	REFECTION MUR SALLE D'APPARAT	10 458,25
2518 GIP RENATER	COMPTES PARTAGE ANNEE 2019	10 281,97
2428 SARL QUASAR CONSEIL	MAINTENANCE 2020	10 250,00
5221 SAS PROJEX	18001 : MOE LAPEC	10 061,35
TOTAL		601 869,36

5.4 Effectifs

Ventilation par catégories des effectifs en équivalents temps plein travaillé (ETPT) au 31 décembre 2019 selon la répartition suivante :

	2019	2018
Titulaires + CDI	502,1	496,3
CDD	53,2	59,6
Total Emploi ETAT	555,3	555,9
Emplois sur Ressources propres CDI	0	0
Emplois sur Ressources propres CDD	110,3	88,9
Total Emploi RESSOURCES PROPRES	110,3	88,9
TOTAL	665,6	644,8

5.5 *Rapprochement des données comptables et budgétaires*

La Gestion Budgétaire établie sur la base de la circulaire GBCP du 9 juillet 2018 suite à l'arrêté du 23/11/2018 portant modification du recueil des Normes Comptables ne fait pas l'objet d'un tableau de rapprochement avec les résultats comptables intégré à l'annexe des Comptes Annuels.

5.6 *Le tableau des flux de trésorerie*

Le tableau des flux de trésorerie ci-après est destiné à expliquer la variation de trésorerie de l'exercice et à retracer l'origine de cette trésorerie, en la rattachant à différents flux (flux de trésorerie liée à l'activité, aux opérations d'investissement et aux opérations de financement) ; il reprend ainsi toutes les opérations de l'exercice qui se sont traduites par des mouvements de trésorerie, que ces flux soient entrants (encaissements) ou sortants (décaissements). La variation de trésorerie, différence entre la trésorerie d'ouverture et la trésorerie de clôture, est ainsi justifiée et décomposée via le tableau des flux de trésorerie (présentée en page suivante).

Tableau des flux de trésorerie en k€	2019	2018
Flux de trésorerie liés à l'activité		
Encaissements	59 519	56 347
Produits sans contrepartie directe : subventions et produits assimilés	54 444	52 345
Produits AVEC contrepartie directe	5 075	4 002
Décaissements	54 615	52 708
Charges de fonctionnement	54 615	52 708
Charges de personnel	47 243	45 962
Charges de fonctionnement (hors charges de personnel)	7 083	6 515
Charges d'intervention : dispositifs pour compte propre	290	231
Total (I)	4 904	3 639
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement		
Encaissements	30	-
Cessions d'immobilisations incorporelles	27	-
Cessions d'immobilisations corporelles	3	-
Cessions d'immobilisations financières	-	-
Autres opérations	-	-
Décaissements	1 552	2 345
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	131	56
Acquisitions d'immobilisations corporelles	1 421	2 288
Acquisitions d'immobilisations financières	-	1
Autres opérations	0	-
Total (II)	-1 522	- 2 345
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement		
Encaissements	3	-
Dotations en capitaux propres	-	-
Émissions d'emprunts	-	-
Autres opérations	3	-
Décaissements	3	-
Remboursements d'emprunts	-	-
Autres opérations	3	-
Total (III)	0	-
Flux de trésorerie liés aux opérations gérées pour le compte d'organismes tiers		
Encaissements	449	822
Décaissements	604	680
Total (IV)	-155	142
Variation de trésorerie (V=I+II+III+IV)	3 228	1 436
Trésorerie à l'ouverture	11 581	10 145
Trésorerie à la clôture	14 809	11 581